

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1422 - 21 septembre 1989 - 3 F

### D 1422 COLOMBIE: L'ASSASSINAT DU SÉNATEUR GALÁN

La Colombie ou la banalité du crime politique... Dernier assassinat spectaculaire en date, le 18 août 1989, celui du sénateur Galán candidat aux élections présidentielles de mars 1990 succède à ceux d'un ministre de la justice, du président de l'Union patriotique, d'un directeur de journal et de nombreux magistrats instructeurs d'assassinats antérieurs... La liste n'est pas close (cf. DIAL D 1393). L'assassinat du sénateur Galán a été l'onde de choc qui a lancé le gouvernement du président Barco dans une "guerre totale" contre les célèbres trafiquants de drogue des "cartels" colombiens. Mais l'argent de la drogue a tellement gangrené la société colombienne à tous les niveaux, en amalgamant le combat contre la guérilla, la répression syndicale et la suppression physique des opposants de gauche ou supposés tels, que bien des Colombiens ne se font guère d'illusion sur l'efficacité de la riposte gouvernementale. Le point de vue ci-dessous, extrait de *Actualidad Colombiana* n°41 du 16-29 août, donne un son différent de ce que perçoit l'opinion internationale à travers les reportages télévisés sur la question.

L'actuelle dérive politico-sociale de la Colombie a des racines historiques, mais elle s'est accélérée avec l'épisode symbolique et tragique en novembre 1985, de l'occupation du palais de justice par un groupe de guérilla et l'anéantissement par l'armée des locaux et de leurs occupants (cf. DIAL D 1072).

Note DIAL

## L'ASSASSINAT DE LUIS CARLOS GALÁN

(Intertitres de DIAL)

Avec l'assassinat du candidat libéral à la présidence de la République, Me Luis Carlos Galán Sarmiento, le pays a été victime d'une nouvelle mais quasiment habituelle commotion politique. A force de se répéter à travers des massacres, des tueries collectives et des tragédies, de telles commotions risquent de finir par laisser la population insensible.

### (La banalité du crime)

Luis Carlos Galán était en tête dans les sondages sur la dite "consultation populaire" que le parti au gouvernement doit réaliser en mars prochain en choisissant son candidat aux élections présidentielles parmi six prétendants.

Il était le jeune dirigeant libéral au parcours remarqué dans le parti et il avait pris la tête d'un courant dissident qui, sous le nom de "Nouveau libéralisme", brandissait depuis quelques années le drapeau du renouveau et de la démocratisation du parti. L'année dernière, après de longues négociations et accords, Galán avait réintégré l'équipe dirigeante du libéralisme et mis fin à la division la plus sérieuse de ces dernières années dans ce parti politique.

D 1422-1/3

L'assassinat, survenu le soir du 18 août devant sept mille personnes qui se préparaient à écouter le candidat sur la place publique de Soacha, localité proche de Bogotá, a semé la terreur et l'émoi dans tout le pays. Terreur et émoi qui, au fil des jours, ont laissé la place à l'indifférence et à la "normalité", en dépit de la gesticulation du gouvernement qui s'est lancé dans des mesures diverses contre les criminels présumés, et malgré l'impact international de l'information.

### (Un réseau de responsabilités)

Au cours de l'enterrement du dirigeant libéral on a pu entendre des slogans accusant les cartels de la drogue, le nouveau parti fasciste "Morena" et le candidat libéral aux présidentielles Hernando Durán Dussán (en deuxième place dans les sondages d'opinion et partisan déclaré d'une issue militaire et d'une "main de fer" dans le conflit politico-social en Colombie) d'être les responsables directs du crime. En règle générale personne ou presque n'a dès l'abord mis en doute le fait qu'il s'agissait d'un nouvel assassinat commis par l'ultra-droite et ses groupes paramilitaires décidés à imposer par tous les moyens - violents et électoraux - leurs points de vue sur les solutions dont a besoin le pays. Mais par la même occasion, des dirigeants notoires du parti gouvernemental ont commencé à être épinglés comme relevant de cette mouvance.

Le jour même de la mort de Galán était assassiné dans la matinée le colonel Valdemar Franklyn Quintero, chef de la police à Antioquia. La veille, à Bogotá, tombait sous les balles Carlos Ernesto Valencia, magistrat chargé des enquêtes sur les assassinats du directeur du journal "El Espectador", Guillermo Cano, et du président de l'Union patriotique, Jaime Pardo Leal, ainsi que sur l'attentat manqué contre le directeur du DAS (Département administratif de la sûreté), le général Miguel Maza Márquez.

Les campagnes politiques ont été immédiatement interrompues, les juges de la République sont entrés en grève et une cinquantaine d'entre eux, ceux de Bogotá, ont démissionné. Le gouvernement a pris des mesures draconiennes. Et même les concours de beauté, si fréquents en Colombie, ont été suspendus.

Quinze jours après ces malheureux événements le pays a retrouvé une tranquillité relative. De sérieux doutes planent cependant sur l'efficacité des mesures adoptées, en raison de l'importance des liens et/ou des complicités non seulement des forces militaires mais également de la classe dirigeante, ainsi qu'il commence à ressortir des accusations et des enquêtes.

Les points qui préoccupent l'opinion publique peuvent se résumer de la manière suivante:

### (Scepticisme à l'égard des réactions officielles)

1) Jusqu'à quel point les multiples perquisitions et les milliers d'arrestations au cours des différentes opérations peuvent-elles avoir une efficacité, alors que le gouvernement est sans possibilité réelle d'attaquer le mal à la racine?

Ce scepticisme se base sur le fait que la télévision présente une nouvelle fois des images de propriétés agricoles, de résidences secondaires et de réserves zoologiques perquisitionnées par les forces de sécurité, les mêmes qui avaient déjà fait l'objet de perquisitions antérieures (comme en 1984, après l'assassinat du ministre de la justice de l'époque, Rodrigo Lara Bonilla) et qui ont apparemment été rendues à leurs propriétaires.

La méfiance s'est accrue après que le journal conservateur "El Siglo" eût, dans son numéro du 29 août, publié en première page l'information selon laquelle, sur les 10.197 interpellations effectuées après l'assassinat du sénateur Galán, 7.198 personnes avaient déjà été remises en liberté par manque de preuves. Des 3.599 restant,

"beaucoup pourraient retrouver leur liberté au cours de cette semaine", ajoutait le journal conservateur.

(Vers l'inconstitutionnalité des extraditions et confiscations)

2) Le deuxième motif de préoccupation concerne les décrets signés par le président de la République pour faire face à la situation. D'une part le décret autorisant la garde à vue des personnes et leur mise au secret jusqu'à sept jours, pour suspicion de trouble de l'ordre public, a été utilisé à l'encontre de dirigeants syndicaux et populaires, avant même de l'être à l'encontre des trafiquants de drogue.

D'autre part les mesures portant sur l'extradition des trafiquants de drogue et la confiscation de leurs biens commencent à faire l'objet de discussion quant à leur constitutionnalité et convenance. Dans le cas de l'extradition il y a le précédent de la Cour suprême de justice ayant déclaré son inconstitutionnalité; l'attention à de plus été attirée une nouvelle fois sur la perte de crédibilité et d'autonomie qu'entraîne pour le pays l'adoption d'une telle mesure. En ce qui concerne la confiscation des biens, il est plus que probable que la Cour suprême va la déclarer inconstitutionnelle, ce qui signifie que d'ici moins d'un mois ces biens risquent de retourner aux mains de leurs propriétaires, comme dans les cas précédents.

(Mercenaire israéliens et anglais)

3) La préoccupation majeure vient des accusations selon lesquelles des fonctionnaires gouvernementaux, des dirigeants d'institutions économiques et des membres des forces armées seraient liés au recrutement de mercenaires pour l'entraînement de tueurs et l'assassinat de dirigeants populaires. Des médias ont donné les noms de certains d'entre eux, de nationalité israélienne, qui auraient entraîné les assassins du sénateur Luis Carlos Galán.

Ces informations sont venues en écho de celles qui avaient été présentées par un journal télévisé dans lequel on montrait l'entraînement d'un groupe paramilitaire par des étrangers et on donnait le résultat d'enquêtes menées en ce sens par le DAS suite aux massacres d'ouvriers dans les bananeraies de la région d'Urabá en début 1988.

Des agences internationales de presse ont diffusé dans le monde entier le cas de l'ancien colonel de l'armée israélienne Yair Klein, propriétaire d'une société privée de "conseillers" en matière de sécurité et de lutte antiterroriste dont le siège est à Tel Aviv. Il fait actuellement l'objet d'une enquête du gouvernement de ce pays sur la demande du DAS en raison de sa participation à l'entraînement des paramilitaires de la région du Magdalena Medio. Sa voix et sa personne avaient été enregistrées dans une cassette vidéo présentée il y a quelques mois dans une enquête de la télévision colombienne.

Yair Klein a lui-même reconnu ces accusations dans des déclarations à la presse de Tel Aviv, en expliquant qu'il avait été contacté pour cela par des chefs d'entreprises d'élevage et d'entreprises bananières, par des banquiers et par de hauts fonctionnaires du gouvernement Barco. Mais il a nié que les trafiquants de drogue aient financé de telles séances d'entraînement qui, d'après lui, avaient pour objectif de combattre les groupes de guérilla.

Le journal londonien "Sunday Times" avait présenté quelques jours auparavant un document - un vrai feuilleton policier, mais authentique (comme l'a confirmé le DAS en Colombie) - sur l'activité de mercenaires anglais dans la guerre entre cartels colombiens de la mafia et dans l'entraînement de groupes paramilitaires.

Jusqu'à présent il n'y a pas eu de déclaration officielle du gouvernement, si ce n'est quelques propos du ministre de la défense, le général Oscar Botero, qui a affirmé qu'il était "très surpris de révélations d'un ancien officier israélien qui compromettent l'armée, le DAS, le vice-ministre, l'ACDEGAN et l'UNIBAN".

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)